

## COMPRENDRE LES ENJEUX DE LA RIVALITE RUSSO-AMERICAINE DANS LE CONFLIT SYRIEN AU MOYEN-ORIENT

*NDABEREYE NZITA M'MUGAMBI Paulin<sup>1</sup>, ASSANI NYANDWE<sup>2</sup>, and WANGUNDA KASOME<sup>3</sup>*

<sup>1</sup>Professeur, Université de Lubumbashi, RD Congo

<sup>2</sup>Assistant, Université de Kindu, RD Congo

<sup>3</sup>Assistant, Université Officiel de Bukavu, RD Congo

---

Copyright © 2020 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the *Creative Commons Attribution License*, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

**ABSTRACT:** The Middle East is the epicentre of world geopolitics because it is at the heart of the stakes and the desires of the world's powers. The United States, which has long considered itself the world's policeman, must deal with the unbridled ambitions of the new Russia, determined to catch up in global governance. Since the end of the cold war, this is the first time that these two states have fought on the same political, diplomatic and strategic ground that the Syrian conflict offered. Beyond the lines of friction, Americans and Russians have been forced to cooperate against the dangerous expansionism of the Islamic state under the banner of the fight against terrorism.

**KEYWORDS:** Syrian conflict, terrorism, foreign policy, national interest, Islamic state.

**RÉSUMÉ:** Le Moyen Orient est l'épicentre de la géopolitique mondiale car il est placé au cœur des enjeux et des convoitises des puissances du monde. Les Etats-Unis se considérant depuis longtemps comme le gendarme du monde, doit faire aux ambitions effrénées de la nouvelle Russie, déterminée à rattraper son retard dans la gouvernance mondiale. Depuis la fin de la guerre froide, c'est la première fois que ces deux Etats se battent sur le même terrain politique, diplomatique et stratégique qu'a offert le conflit syrien. Au-delà des lignes de friction, américains et russes ont été contraints de coopérer contre l'expansionnisme dangereux de l'Etat islamique sous la bannière de la lutte antiterroriste.

**MOTS-CLEFS:** conflit syrien, terrorisme, politique étrangère, intérêt national, Etat islamique.

### 1 INTRODUCTION

Le Moyen-Orient est un ensemble formé des territoires situés entre l'Égypte jusqu'en Afghanistan, appartenant à la région du Golfe-persique. Cette région est l'épicentre de la géopolitique mondiale et le pivot géostratégique du monde. Pivot géostratégique du monde, le Moyen-Orient renferme des ressources stratégiques indispensables au fonctionnement de l'économie mondiale. L'espace géographique regorge la plus grande et la plus importante réserve mondiale en pétrole. La plupart d'États de cette région sont producteurs du pétrole, bâtissant leur développement sur l'exportation de cette manne. Il s'agit des pétromonarchies à la tête desquelles trône l'Arabie Saoudite. La région recèle également des ressources gazières et

autres matières stratégiques fortement prisées. D'après Gérard François Dumont, les pays du Golfe persique possèdent 65% des réserves mondiales du pétrole et 25% de gaz<sup>1</sup>.

Le Moyen-Orient est l'épicentre de la géopolitique mondiale car il est placé au cœur des enjeux et des rivalités de puissances planétaires. Les États-Unis et leurs alliés jouent considérablement un rôle essentiel dans la stabilisation/déstabilisation de la région. Le Moyen-Orient, c'est aussi une zone instable et crisogène par excellence. Il est le berceau du terrorisme international et l'un des plus vieux conflits du monde : le conflit israélo-arabe. Les crises et les conflits sont fréquents de telle sorte que parler de cette région rappelle à l'esprit des termes du vocabulaire des tragédies : attentats, réfugiés, morts, zone grise, kamikazes, terroristes, etc. Durant les huit dernières années, l'on enregistre plusieurs situations de crises qui ont contribué à accentuer le dépérissement et la fragilisation des États. Pour le cas d'espèce, il suffit de rappeler l'onde de choc du printemps arabe et le processus de démocratisation raté en Tunisie, en Libye et en Égypte, la recrudescence du terrorisme de l'État islamique en Irak et en Syrie, la déstabilisation du régime démocratique par les talibans en Afghanistan, les tensions entre les sunnites et les chiites au Yémen, la méfiance de Hezbollah et de l'Iran vis-à-vis de l'État hébreu,...

Le Moyen-Orient a toujours constitué une zone d'intérêt majeur pour les États-Unis, l'Europe, la Russie et pour les économies émergentes, comme la Chine, déterminées à se tailler une place dans le jeu de distribution de puissance. La fin de la guerre froide n'a pas fini à enterrer le clivage géopolitique entre Moscou et Washington et ranger tous les États derrière la même vision du monde autour de la marche vers la paix et le progrès. La rivalité entre la Russie et les États-Unis, née de la volonté insolente d'affirmer sa suprématie, contribue à la persistance du conflit en Syrie, commencé depuis 2011.

Cette étude se propose d'apporter, à l'opinion, les clés pour décrypter les grands enjeux qui opposent les États-Unis d'Amérique et la « nouvelle » Russie dans la crise syrienne au Moyen-Orient. Mais avant de jeter nos forces dans la bataille, il est pertinent d'analyser les doctrines de politique étrangère de ces « États-super puissances », depuis la fin de la guerre froide, pour ensuite bien comprendre la ligne de fracture de leurs intérêts. Enfin, un regard sera porté sur l'impact de l'arrivée au pouvoir de Donald Trump sur la suite des événements.

## 2 LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DES ÉTATS-UNIS ET DE LA RUSSIE POST-BIPOLAIRE

Les intérêts, les intentions et les ambitions d'un État sont définis dans sa politique étrangère. Selon Henri Berding, la politique étrangère est la base et le cadre des relations d'une nation avec d'autres. Elle est fondée sur un ensemble des principes guidant la conduite d'une nation dans ses rapports avec d'autres, elle a pour finalité la sécurité et la prospérité de cette nation<sup>2</sup>. Hans Morgenthau affirme pour sa part qu'en politique étrangère, il n'y a qu'un impératif catégorique, un seul critère de raisonnement, un seul principe d'action : l'intérêt national. Cet intérêt national est défini comme ce qui importe le plus à un État, ce qui constitue l'enjeu par excellence pour lui et guide donc son action politique extérieure<sup>3</sup>. Ce qui n'est autre que la vie et la survie de l'État dans un système anarchique.

### 2.1 LES PRINCIPES DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DES ÉTATS-UNIS AU MOYEN-ORIENT

Un principe de politique étrangère est une ligne de conduite qui oriente les actions extérieures d'un État. Il est aussi un moyen pour les organes centraux d'un État d'annoncer au reste du monde ses intentions.

Au sortir de la guerre froide, le triomphe américain a été coulé dans plusieurs élaborations scientifiques mettant l'accent sur la diffusion à l'échelle mondiale des valeurs du capitalisme politique et économique. Déjà en 1992, Francis Fukuyama<sup>4</sup> proclamait « la fin de l'histoire » c'est-à-dire la fin de l'histoire des guerres en considérant la démocratie politique et le libéralisme économique véhiculés par l'occident comme double gage d'un monde apaisé. Samuel Huntington<sup>5</sup>, après avoir divisé le monde en huit espaces civilisationnels, cherchera à rectifier, la thèse de Fukuyama en avertissant la civilisation occidentale, incarnée par l'Amérique, que, les guerres seront toujours là sauf qu'elles vont changer de nature. Il ne sera plus

<sup>1</sup> Gerard-François DUMONT, *Le Moyen-Orient, espace géographique et géopolitique*, in [www.researchgate.net/profile/Gerard-Francois-DUMONT/publication/258343190](http://www.researchgate.net/profile/Gerard-Francois-DUMONT/publication/258343190), consulté le 17 octobre 2016

<sup>2</sup> Henri BERDING Cité par Germain NGOIE TSHIBAMBE, *La République Démocratique du Congo dans les relations interafricaines. Trajectoire d'une quête impossible de puissance*, Lubumbashi, Ed. LABOSSA, p. 155

<sup>3</sup> Marie-Claude., SMOUTS et alii, *Dictionnaire des Relations Internationales*, 2<sup>ème</sup> éd., Dalloz, Paris, 2006, p. 298

<sup>4</sup> Lire Francis FUKUYAMA, *La Fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, Coll. Histoire, 1992

<sup>5</sup> Lire Samuel P. HUNTINGTON, *Le choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob, 1997

question des guerres qui vont opposer des Etats mais plutôt des guerres civilisationnelles. Enfin en 1997, Zbigniew Brzezinski nous sort le « grand échiquier ». D'après Brzezinski, l'Eurasie doit demeurer l'enjeu géopolitique principal pour l'Amérique. L'Eurasie c'est le nouveau *Heartland*. Le principal intérêt de l'Amérique est donc de s'assurer qu'aucune puissance unique ne prenne le contrôle de cet espace géopolitique et que la communauté mondiale puisse y jouir d'un accès économique et financier illimité<sup>6</sup>.

Ces réalisations intellectuelles ont inspiré les acteurs politiques américains en présentant l'idée selon laquelle l'Amérique, par la singularité de son histoire, s'offre comme un exemple, voire comme un modèle pour le monde après la disparition de l'Union soviétique. Pour concrétiser la suprématie absolue, l'Amérique doit s'assurer également du contrôle du Moyen-Orient asiatique au regard de son importance par rapport à d'autres régions du monde.

Ainsi, donc depuis la fin de la guerre l'action extérieure américaine obéit à des principes et doctrines suivants :

- **Le principe de l'unilatéralisme : de Georges Bush à Georges W. Bush**

Après la fin du communisme, les États-Unis se voient comme la nation indispensable, un empire bienveillant<sup>7</sup> et s'attribuent la charge d'agir dans le monde à leur guise afin de tirer partie de la victoire dans la guerre froide. Avec l'arrivée au pouvoir de Georges Bush le Père, l'Amérique adopte un mode de gestion unilatéral des grands problèmes internationaux, en dépit de la présence de l'ONU. L'unilatéralisme, c'est-à-dire la tendance à agir dans le monde en dehors du cadre réglementaire défini par la communauté internationale, devient la règle pour le gouvernement américain. Les États-Unis agissent unilatéralement dans la mesure où ils estiment que leurs valeurs sont les seules pouvant sauver l'humanité. Sous la bannière de cette mission civilisatrice de l'ordre messianique, les États-Unis interviennent systématiquement en Iraq en 1991, en Somalie en 1993, mais aussi laissent pourrir la situation qu'ils estiment sans intérêt. C'est le cas du conflit Iran-Iraq en 1980-89 qui marqua le début de l'ancrage américain dans la région et aussi renforcer leur hégémonie économique-stratégique à venir à travers la politique du ralliement de ces pays à leur système de valeur. Dès la présidence de Bill Clinton, l'évolution de la diplomatie américaine est affirmée dans la vision impériale, fondement de la nouvelle politique étrangère des États-Unis. Il affirme clairement que le monde est désormais un espace global dominé par les États-Unis, puissance impériale chargée d'étendre à la surface du monde l'économie de marché et la démocratie, valeurs emblématiques de la civilisation américaine. En cette période, les USA interviennent encore dans la crise de Balkan<sup>8</sup>. L'élection de Georges W. Bush le Fils, en janvier 2001, s'est faite sur un programme unilatéraliste : l'Amérique d'abord. Le rejet des Nations-Unies a été un thème constant de la campagne électorale républicaine. Une fois au pouvoir, l'équipe de Georges W. Bush exerce l'action extérieure des États-Unis en fonction de leur seul intérêt national au sens strict du terme. Washington cherche à utiliser au maximum ses avantages momentanés dans le cadre d'un ordre mondial dont les États-Unis tiennent les rênes. Ce programme unilatéraliste conduira d'abord les USA à changer leur attitude envers les grands organismes internationaux. L'administration Bush ne considère plus l'Organisation des Nations-Unies comme un instrument utile pour la préservation de la sécurité et des intérêts américains. Désormais, les États-Unis refusent non seulement de ratifier les grands accords internationaux signés par la précédente administration (celui de Kyoto 1997, celui de la Haye 2000...), mais aussi de se lier par un autre traité de ce type. Les Américains refusent de même toute espèce de coopération directe avec les Nations-Unies. La présidence de Georges W. Bush est aussi un tournant dans les relations de Washington avec ses alliés les plus proches depuis 1945 : les États-Unis sont maintenant convaincus qu'il faut mettre en place une sorte de répartition des rôles et des tâches. Ils doivent contrôler entièrement toutes les actions qui concernent leur sécurité nationale. La politique étrangère américaine s'exprime désormais sous la forme d'une politique unilatérale (pas besoin de l'ONU ni de s'entendre avec toutes les autres petites puissances autoritaires) avec en prime un prosélytisme démocratique<sup>9</sup>.

Le 11 septembre 2001, le territoire américain est touché par des attaques terroristes dont le coupable désigné s'appelle Al Qaida. Avec près de 3 000 morts ainsi que des dégâts matériels inestimables, les États-Unis sont ainsi frappés au cœur de leur orgueil et de leur toute puissance. A partir des événements du 11 septembre 2001, la lutte contre le terrorisme est devenue l'aiguillon de la politique étrangère des États-Unis au Moyen-Orient.

---

<sup>6</sup>Zbigniew BRZEZINSKI cité par Jean-François COUSTILLIERE, « Les États-Unis, une puissance méditerranéenne » in *Confluences Méditerranée*, N° 74, 2010, p. 35

<sup>7</sup>BICHARA KHADER, « Grand Moyen-Orient : entre télé-évangélisme et destinée manifeste », in *Géostratégiques*, N° 9 - Octobre 2005, p.171

<sup>8</sup> G., LINUX LIBERTINE, « puissances et conflits depuis 1945 », in <http://www.falba.fr>, consulté le 19 avril 2016.

<sup>9</sup> G., LINUX LIBERTINE, « puissances et conflits depuis 1945 », art.cit.

- **Le principe de la lutte contre le terrorisme**

Les attaques terroristes menées par Al Qaida révèlent les travers de la puissance globale des États-Unis. Le pays cherche à laver l'affront et s'attaquer aux terroristes de partout où ils se trouvent. On assiste à l'époque à la prolifération de nouvelles doctrines stratégiques comme la doctrine de « Rogue states » ou de « l'axe du mal » pour qualifier ainsi les États, les organisations ainsi que toutes les entités qui soutiennent de près ou de loin le terrorisme. Au Moyen-Orient, plusieurs États sont retenus dans la liste noire des Rogue states : l'Iraq, la Syrie, l'Iran, la Corée du Nord, la Palestine, etc. Bien plus, l'administration Bush instaure un nouveau concept de la guerre préventive. Il s'agit de légitimer la destruction d'une menace qui ne s'est pas encore matérialisée. En octobre 2001, les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN envahissent Afghanistan où s'était réfugié Oussama ben Laden. Deux ans plus tard, au nom de la doctrine de la guerre préventive, l'Irak est à son tour attaqué, accusé d'avoir des armes de destruction massive, malgré l'opposition de la France, de l'Allemagne, de la Russie et de la Chine. Mais les forces américaines et leurs alliés britanniques s'enlisent dans ces guerres asymétriques avec beaucoup de morts et des blessés de leur côté.

- **La doctrine de remodelage du Grand Moyen-Orient**

Toujours dans le contexte de la culture politique américaine fondée sur le principe de la destinée manifeste<sup>10</sup> et des nouvelles stratégies des États-Unis élaborées après la fin de la guerre froide et les attentats du 11 septembre, l'administration Bush a institué la doctrine de remodelage du Grand Moyen-Orient ou encore « le projet de partenariat pour le progrès et le futur commun avec la région du Grand Moyen-Orient et de l'Afrique de Nord ».

Il s'agit, à partir d'une sorte d'hégémonie bienveillante, d'un plan ambitieux visant à transformer le paysage politique et économique d'une région qui s'étend du Pakistan à la Mauritanie, et cela par une « stratégie avancée » de démocratisation, de développement et de sécurité. Car, comme le rappelle le président Bush dans son discours en janvier 2004 : « *Tant que le Moyen-Orient restera un lieu de tyrannie, de désespoir et de colère, il continuera à produire des hommes et des mouvements qui menacent la sécurité des États-Unis et de nos amis... L'Amérique poursuit donc une stratégie de liberté au Proche-Orient. Nous allons défier les ennemis de la liberté* »<sup>11</sup>. Le 21 septembre 2004, devant l'Assemblée générale des Nations-Unies, G. W. Bush ajoute : « *Nous devons changer d'approche. Nous devons aider les réformateurs au Proche-Orient, qui travaillent pour la liberté et veulent bâtir une Communauté de Nations démocratiques et pacifiques* ». Durant la campagne électorale de Novembre 2004, le président Bush va plus loin encore, martelant, que la liberté et la démocratie ne sont pas des cadeaux de l'Amérique au monde, mais « un cadeau de Dieu à l'humanité ». Il va même jusqu'à plaider pour la création d'un fonds pour la démocratie qui « *aiderait les pays à poser les bases de la démocratie en instituant l'État de droit, des tribunaux indépendants, une presse libre, des partis politiques et des syndicats* »<sup>12</sup>.

Ainsi, le Grand Moyen-Orient est un projet américain de remodelage économique, social, politique et stratégique, fondé sur la persuasion, la pression et l'intervention musclée. La rhétorique et la méthode sont proprement impériales, car elles s'appuient sur l'unilatéralisme, la guerre préventive, la guerre contre le terrorisme et l'imposition de la démocratie, au besoin par la force. La défense des intérêts américains passe avant tout, même s'il faut empiéter sur la souveraineté des États.

Dans sa couverture géographique, le Grand Moyen-Orient englobe les 22 pays de la Ligue Arabe, plus 5 États non-arabes (Turquie, Israël, Iran, Afghanistan et Pakistan), soit un ensemble qui rassemblait à l'époque plus de 600 millions d'habitants, ou le 10% de la population mondiale. Ce projet consiste donc à reprendre tous les États du Moyen-Orient auxquels on ajoute d'autres États non arabes de l'Afrique et de l'Asie pour s'assurer de la domination impériale américaine.

Cependant, le géopolitologue Bichara Khader<sup>13</sup> assigne à un tel projet des intentions cachées : Primo, les États-Unis cherchent d'abord à s'assurer le contrôle d'une région qui s'étend telle une écharpe, des frontières du Pakistan à la Mauritanie et qui constitue le nouveau « *Rimland* » destiné à ceindre tout le flanc de la Russie. Le concept « Grand Moyen-Orient » unifie la stratégie américaine dans une région qui recèle 65 % des réserves de pétrole et 25 à 30 % des réserves de gaz (cfr supra). En

<sup>10</sup>La destinée manifeste est un principe de politique étrangère américaine qui consiste pour les États-Unis à se considérer comme étant investis de la mission divine de montrer aux autres la voie à suivre

<sup>11</sup> Discours de Georges W. Bush sur l'état de l'Union, in <http://www.lemonde.fr>, publié le 21 avril 2004

<sup>12</sup>BICHARA KHADER, *Art.cit*, p. 175

<sup>13</sup> Idem, pp.177-180

outre, un « Grand Moyen-Orient » qui se placerait dans le giron américain, placerait les États-Unis, dans une position favorable par rapport à la Chine qui sera de plus en plus dépendante des importations pétrolières surtout de la région du Golfe.

Secundo, en utilisant la région comme simple champ d'expérimentation de la recette démocratique, les États-Unis s'épargnent l'effort de comprendre les raisons véritables du ressentiment, voire de la haine à leur égard. En d'autres termes, ce n'est pas sa politique extérieure qui est remise en question mais la « culture » des arabes et des musulmans qui est mise sur la sellette. C'est une approche classique pour se dédouaner de toute responsabilité.

Tertio, en braquant l'attention des médias sur le Grand Moyen-Orient, l'Amérique fait diversion par rapport à ses ennuis en Iraq, mais surtout par rapport à la situation dramatique en Palestine.

- **La fin de l'unilatéralisme et la doctrine Obama au Moyen-Orient**

A son arrivée au pouvoir, Barack Obama a reçu l'héritage d'un lourd fardeau. Il s'agit de la crise financière et de l'engagement et/ou enlèvement de l'armée américaine en Irak et en Afghanistan. Selon A. De Hoop Scheffer, la Présidence de Barack Obama a dessiné les contours d'un nouveau leadership américain qui se veut en rupture avec la politique étrangère de l'administration de Georges W. Bush, autant dans son pragmatisme que dans son idéologie ajustés aux réalités de la multipolarité au détriment du prisme déformant de l'unipolarité<sup>14</sup>.

La nouvelle vision du monde de Barack Obama, annoncée dans son discours à Ankara en 2009, s'appuie désormais sur la multipolarité : les États-Unis devaient conserver leur leadership et leur suprématie au niveau mondial, mais en réduisant les coûts et en répartissant les efforts avec les alliés et les partenaires. Au Moyen-Orient, la politique étrangère de Barack Obama s'affirme sur cette base du multilatéralisme associé à la retenue stratégique et à la politique de la main-tendue<sup>15</sup>.

**L'approche de la retenue stratégique** se veut de corriger l'interventionnisme militaire excessif manifesté lors du mandat de Georges W. Bush et qui a littéralement plombé les finances publiques américaines. En outre, Barack Obama a voulu redorer l'image américaine vis-à-vis du monde arabe car les guerres en Afghanistan et en Irak ont été perçues comme une guerre infligée contre l'islam. Georges W. Bush avait d'ailleurs employé le concept de croisade pour parler des guerres menées au Moyen-Orient au nom de la lutte contre le terrorisme, entretenant ainsi l'amalgame entre terrorisme et islam. La retenue militaire se manifeste par le désengagement en Irak et l'abstention d'envoyer les militaires américains sur le théâtre syrien, en dépit des critiques des républicains.

L'un des opposants virulents de Barack Obama, le sénateur républicain John McCain, a dénoncé une « *diplomatie russe au service d'une agression militaire que, malheureusement, l'administration Obama a favorisée* »<sup>16</sup>.

**Le multilatéralisme de Barack Obama** consiste en la répartition des efforts avec les alliés de l'Amérique. Cette nouvelle attitude a été matérialisée dans la gestion du conflit syrien et lors de l'intervention de la coalition occidentale en Libye. Dans le cadre de la guerre civile libyenne, sur demande de la Ligue arabe et préoccupé par la menace d'un massacre à Benghazi, Barack Obama a approuvé une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies visant à créer une zone d'exclusion aérienne qui ouvrirait la voie à des frappes aériennes occidentales (Résolution 1973). Les États-Unis ont aidé la France, le Royaume-Uni et d'autres pays occidentaux à mener la guerre aérienne contre le régime de Kadhafi en se plaçant en deuxième ligne, tout en déployant des moyens logistiques et opérationnels décisifs sans lesquels les Européens n'auraient pas pu conduire ces opérations : c'est la stratégie appelée « *leading from behind* » ou le commandement en retrait.

La guerre en Libye était parfaitement en accord avec la retenue stratégique d'Obama et son souhait de mieux répartir les efforts avec ses partenaires transatlantiques.

**La politique de la main-tendue** de Barack Obama consiste à l'emploi des moyens de rapprochement diplomatique vis-à-vis des États qui étaient considérés hier comme des ennemis de l'Amérique. Dans le monde, Barack Obama a renoué les liens diplomatiques avec le Cuba. Et dans le Moyen-Orient, l'administration Obama s'est rapprochée du nouveau régime iranien de Hassan Rohani. Cette main-tendue a accouché du renoncement de l'Iran dans son projet d'arme nucléaire.

---

<sup>14</sup> A. DE HOOP SCHEFFER, « L'Amérique de Barack Obama à l'aune de la multipolarité », in <http://www.ceri-sciences-po.org>

<sup>15</sup> C. NUNLIST, « La politique étrangère d'Obama: premier bilan », in *Politique de sécurité*, N°188, Mars 2016, p.1

<sup>16</sup> [http://www.francetvinfo.fr/monde/revolte-en-syrie/quatre-questions-pour-comprendre-a-quoi-joue-la-russie-en-syrie\\_1319049.html](http://www.francetvinfo.fr/monde/revolte-en-syrie/quatre-questions-pour-comprendre-a-quoi-joue-la-russie-en-syrie_1319049.html), consulté le 17 octobre 2016

À la lumière de ces principes de l'action américaine au Moyen-Orient passés en revue, pour contrôler cette immense région bourrée des matières premières, la stratégie américaine est basée sur la diplomatie, pour établir directement des liens avec les États vassaux. Une autre stratégie est sécuritaire, c'est-à-dire l'Amérique doit lutter contre tout ce qui met en danger la sécurité américaine. Une dernière stratégie est géoéconomique avec pour but de faire main basse sur tous les foyers stratégiques de l'énergie mondiale se trouvant dans la région. Par contre, les intérêts russes dans le Moyen-Orient s'inscrivent en partie dans cette optique.

## 2.2 LES PRINCIPES DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE RUSSE AU MOYEN-ORIENT

Avec la désagrégation de l'Empire soviétique et l'échec des principes réformistes de la pérestroïka et de glasnost, la Russie a été plongée dans une crise économique sans précédent<sup>17</sup>. Cette suite de traumatismes a suscité une volonté ardente de redressement. La Russie s'est mise en retrait des affaires internationales afin de soigner ses plaies, laissant seuls les américains régner dans le concert des nations. A partir de 2000, ce pays s'est mis en marche de reconquête de sa puissance et de son prestige d'antan. La politique étrangère globale est inscrite selon la doctrine de réaffirmation de la puissance de la Russie à deux égards. D'un côté, elle fait valoir à l'Occident, qu'elle a retrouvé ses allures de superpuissance et qu'elle n'acceptera désormais plus qu'on lui dicte les conditions de conduite. Ainsi, elle utilise tous les mécanismes de pression qui sont à sa disposition pour contraindre les États-Unis d'abandonner ou de contrer l'élargissement de l'Alliance atlantique dans le cœur de sa nation. De l'autre côté, elle envoie un avertissement clair aux anciennes républiques soviétiques qu'elle n'hésitera pas à utiliser la force pour défendre les russes et les minorités russophones et ses intérêts stratégiques dans ce qu'elle appelle son « étranger proche »<sup>18</sup>.

Le Moyen-Orient est considéré aussi comme faisant partie de l'espace vital pour la Russie. Andreï Tsygankov souligne que la politique étrangère russe au Moyen-Orient se décline sous deux doctrines : combattre l'islamisme et contenir l'occidentalisme<sup>19</sup>.

La Nation russe se situe au carrefour des civilisations musulmane et occidentale. De ce point de vue, il y a des composantes de ces deux tendances qui sont le soubassement de l'ancrage culturel de la nation russe. Une grande partie des coutumes russes est considérée comme héritière de la civilisation occidentale. Andreï Tsygankov nous fait remarquer aussi qu'en tant que puissance chrétienne, la Russie a gardé conscience d'une parenté culturelle avec l'occident. L'histoire russe est marquée par une volonté de reconnaissance par l'autre occidental et de modernisation sur son modèle. Bien que l'Europe n'ait jamais admis sans réserve la Russie comme partie intégrante d'elle-même, les dirigeants russes se sont approprié les idées européennes<sup>20</sup>. Cette prégnance de l'identification à la civilisation occidentale explique la tendance historique de la Russie à rechercher la coopération avec l'Occident, et en particulier les nations européennes. Moscou s'est ainsi attaché à développer ses relations avec l'Europe et a combattu à ses côtés dans de multiples conflits, dont la première guerre nordique contre la Suède (1655- 1660), la guerre de sept ans contre la Prusse (1756-1763), la guerre contre la France napoléonienne, les Première et Seconde Guerres mondiales et, plus récemment, la « guerre contre le terrorisme »<sup>21</sup>.

Même en étant une nation essentiellement chrétienne, la Russie a pourtant noué des liens forts avec les populations musulmanes d'Eurasie. Au 19<sup>e</sup> siècle, l'Empire a développé des relations spéciales avec l'islam en soutenant les dirigeants musulmans qui acceptaient les grandes orientations impériales, et a même joué le rôle d'arbitre dans des différends entre musulmans, de la Volga jusqu'en Asie centrale. De fait, à compter de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, les penseurs russes ont commencé à remettre en question leur tropisme européen pour se tourner vers l'Est, vu non plus comme un territoire arriéré mais comme une source d'enseignements utiles. Certains philosophes, à l'instar de Nikolaï Danilevski ou de Constantin Léontiev, se montrent réticents vis-à-vis de l'Europe et soutiennent que la Russie constitue un « type historico-culturel spécifique », qui ne peut se considérer comme appartenant à la civilisation européenne. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, des

<sup>17</sup> Bastien Alex, Didier Billion et al. nous informent que les pertes totales de l'économie russe pendant la période de mise en place des réformes libérales de 1992 à 1998 ont été plus de deux fois supérieures à celles de l'économie soviétique pendant la Deuxième Guerre mondiale. Le PIB a reculé de 40%, la production industrielle de 80%. Lire Bastien ALEX, Didier BILLION, Alain COLDEFY et Richard LABÉVIÈRE, *Ambitions stratégiques américaines, britanniques et russes en Méditerranée*, Rapport final EPS 2012-52, IRIS, Paris, 2013

<sup>18</sup> Anonyme, « Le président russe Dmitri Medvedev a exposé à Sotchi les "cinq principes" de sa politique étrangère, au lendemain de la reconnaissance par Moscou de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud », in <https://www.fr.sputniknews.com/russie/20080901116428823/>

<sup>19</sup> Andreï P. TSYGANKOV, « la Russie au Moyen-Orient: entre islamisme et occidentalisme » in *Politique étrangère*, N° 2, 2013

<sup>20</sup> Andreï P. TSYGANKOV, *Art. Cit.*, p.81

<sup>21</sup> Andreï P. TSYGANKOV, *Art. Cit.*, p.81

intellectuels émigrés élaborent la théorie d'une Russie comme civilisation essentiellement non européenne, mais « eurasienne », une théorie qui est encore influente aujourd'hui<sup>22</sup>.

Le discours culturel commence à se faire entendre au Kremlin et les débats de politique étrangère sont davantage articulés en termes de catégories culturelles. Comme principes de politique étrangère au Moyen-Orient, les dirigeants russes ont identifié deux menaces majeures, qui s'opposent à leur vision de la Russie comme une grande civilisation au carrefour de l'occident et du monde islamique. Il s'agit du rejet de l'islamisme et de l'occidentalisme.

- **Combattre l'islamisme**

L'islamisme signifie la pratique d'un islam radical et militant. A l'instar du monde occidental, la Russie distingue l'islamisme de l'islam fondamentaliste. L'islam fondamentaliste est celui pratiqué par la plupart des arabes musulmans, observant les rites traditionnels de l'islam, mais ne menant pas d'actions violentes et ne représentant donc pas une menace. Alors que l'islam que prône les réseaux terroristes comme Al Qaida ou l'État islamique, c'est un islam radicalisé. Il faut à la Russie de soutenir les États arabes du Moyen-Orient qui sont défenseurs d'un islam tolérant et par le même fait, il faut isoler les réseaux terroristes.

Avec 10% de populations d'origine musulmane<sup>23</sup>, la Russie garde encore des souvenirs douloureux d'un islam radical qu'il faut éradiquer à ces jours. En effet, pendant la guerre froide, le terrorisme international avait auparavant son centre de rayonnement dans ces régions séparatistes de la Russie. Ce terrorisme était soutenu par les américains pour combattre le communisme à la suite de l'invasion soviétique de l'Afghanistan dans les années 80. Ainsi, la stratégie occidentale de *Roll back* qui consistait à refouler le communisme à l'intérieur de ses frontières intérieures, incita les américains à livrer des soutiens en arme, des moyens de guerre et à entraîner les djihadistes du Balkan pour déstabiliser l'URSS et l'amener ainsi à se désengager de l'Afghanistan. Il sied également d'ajouter que même Oussama Ben Laden était une création de la CIA, le service secret américain, au nom de cette lutte.

Avec la fin de la guerre froide, ce mécanisme de contrôle modérateur a disparu. Les anciens djihadistes soutenus par les occidentaux dans la logique de la guerre par procuration ont donc transformé leur lutte. Désormais, il ne s'agit plus, pour eux, d'endiguer l'expansionnisme communiste mais de réclamer l'indépendance des territoires russes qu'ils occupent. Ces anciens djihadistes, vestige de la bipolarité, continuent jusqu'à ces jours à commettre des attentats terroristes et déstabiliser la Russie dans ses frontières. Dans la période 2010-2012, la Russie a été confrontée à un nouveau progrès de la violence terroriste. Le 29 mars 2010, deux femmes kamikazes, formées par l'émir autoproclamé du Caucase Dokou Oumarov, ont fait sauter leurs explosifs dans une rame de métro à Moscou, faisant 40 morts et de nombreux blessés. Autre attaque majeure : en mars 2011, une bombe explose dans le plus grand aéroport moscovite, Domodedovo, faisant 36 morts et 180 blessés. Le Kremlin a répondu à ces attaques en élaborant une nouvelle stratégie antiterroriste dans le Caucase, sans parvenir à réduire la violence<sup>24</sup>. A partir de cela, le pouvoir russe redoute la persistance de foyers de tension allumés par le terrorisme au Moyen-Orient pendant qu'il fait face à des groupuscules terroristes à l'intérieur de son territoire. Le but poursuivi est aussi d'éviter une éventuelle collusion entre le terrorisme intérieur et celui du Moyen-Orient, ce qui mettrait en danger la nation russe. Ses propres musulmans intégristes ont fait allégeance à l'État islamique ou à d'autres groupes djihadistes et sont partis à la guerre au Moyen-Orient. Selon les estimations des services de renseignement russes, près de 7 000 Russes étaient partis combattre en Syrie, dont une grande partie au sein de l'État islamique<sup>25</sup>. C'est pourquoi la Russie s'implique dans la gestion des dossiers de chaque pays du Moyen-Orient où sévit le terrorisme.

---

<sup>22</sup> R-D. CREWS, *Pour le Prophète et le Tsar: l'Islam et l'Empire dans la Russie et l'Asie centrale*, Cambridge, Harvard University Press, 2006, p.59

<sup>23</sup> La plupart de la population russe musulmane habite les régions séparatistes de la Tchétchénie, Daghestan, Caucase, Ingouchie, Ossétie, qui sont des régions proches du Moyen-Orient.

<sup>24</sup> Andreï P. TSYGANKOV, *Art. Cit*, p. 83

<sup>25</sup> Veronika DORMAN, « Syrie, un conflit plein d'intérêt pour Poutine » in [http://www.liberation.fr/planete/2015/09/23/syrie-un-conflit-plein-d-interet-pour-poutine\\_1389144](http://www.liberation.fr/planete/2015/09/23/syrie-un-conflit-plein-d-interet-pour-poutine_1389144)

- **Contenir l'occidentalisme**

A l'arrivée de Poutine au pouvoir, la politique étrangère de la Russie s'est forgée autour de la contestation de l'hégémonie américaine. Actuellement, le second obstacle au rayonnement de la Russie au Moyen-Orient c'est l'occidentalisme, identifié comme un courant radical et ethnocentrique de la civilisation occidentale.

Comme nous l'avons déjà mentionné, la fin de la bipolarité est perçue par les américains comme un moyen d'affirmer leur suprématie. L'occidentalisme est la tendance qui présente les valeurs occidentales comme supérieures à celles du reste du monde et pose la légitimité d'actions hégémoniques et militaires vis-à-vis des autres nations. La Russie se montre critique à l'égard de ce qu'elle appelle la tendance occidentaliste depuis les frappes aériennes de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord contre la Serbie en 1995, Moscou considère que la propension occidentale à employer la force pour résoudre les crises internationales représente une menace contre la paix et la stabilité mondiales. Si la Russie a soutenu les États-Unis dans la guerre contre le terrorisme après les attentats du 11 septembre, elle a plaidé pour une réponse mesurée et encadrée par les Nations unies. Elle a appuyé l'intervention américaine en Afghanistan, mais non la guerre en Irak, qui lui apparaissait comme une dérive. Vladimir Poutine voyait dans le terrorisme un phénomène extra-étatique, qu'il n'était possible de vaincre que par une coordination des efforts entre États et non en attaquant des États relativement bien établis comme l'Irak. Pour Moscou, les actions violentes de l'Occident risquaient de provoquer une réponse globale d'une égale violence des islamistes. Ce qui avait commencé comme une opération contre-terroriste en Afghanistan, avec un large soutien international, s'est transformé en guerre de civilisation ou en croisade américaine contre les musulmans. Au lieu de favoriser les contacts avec les musulmans modérés, la politique américaine les a isolés, laissant le champ libre aux radicaux. Occidentalisme et islamisme se sont donc heurtés de front, propageant violence et instabilité sur la planète<sup>26</sup>. Pour la Russie qui compte 20 à 25 millions de musulmans, s'engager dans une telle « guerre des civilisations » serait suicidaire pour l'équilibre de la nation.

La rencontre de la politique étrangère russe et américaine au Moyen-Orient produit les rapports de fragmentation et aussi de coopération dans le conflit, ainsi que le montre l'analyse du point qui suit.

### 3 LE RAPPORT DE FORCE ENTRE LA RUSSIE ET LES ÉTATS-UNIS DANS LE CONFLIT SYRIEN

L'onde de choc du printemps arabe a produit un bilan contrasté. Si en Tunisie et en Égypte, ces révolutions ont apporté un changement politique non moins important, en Syrie par ailleurs, la révolution populaire a pris une tournure incroyable avec l'immixtion et le rôle des grandes puissances. La Russie et les États-Unis ont fait du problème syrien un terrain de démonstration de puissance, ayant conduit paradoxalement aux points de friction d'une part et à la convergence d'intérêts d'autre part.

#### 3.1 LES POINTS DE FRICTION

Autour du conflit syrien, les brouilles entre les États-Unis et la Russie s'affichent dans plusieurs tableaux (politique, militaire, diplomatique, humanitaire, ...). Sur le plan militaire, c'est la première fois que la Russie combat sur le même théâtre que les États-Unis depuis la guerre de Corée (1950-1953). La Russie mène des frappes contre les groupes qui luttent contre son allié Bachar EL Assad et les États-Unis opèrent des frappes de drones contre le dispositif de l'État islamique.

- **Les intérêts russes en Syrie**

Dès le début de la crise la Russie oppose son veto à un projet de résolution américain au Conseil de sécurité. Le président russe cherche à rééquilibrer un rapport de force longtemps en défaveur de son pays depuis la chute de l'URSS, et à redorer le blason d'une ancienne puissance mondiale en déclin. Ici, encore le contexte est totalement différent du cas de la Libye. En effet, la Syrie est un allié de taille de la Russie dans le Moyen-Orient, au même titre que l'Iran. Sur le plan économique, la Syrie est le premier client des armes russes. La Russie vend 7% des armes qu'elle fabrique à la Syrie. En 2009 et 2010, la Russie a

<sup>26</sup> Andreï TSYGANKOV, *Art. Cit.*, p.87

exporté vers la Syrie pour plus de 180 millions de dollars d'armement. Les russes ont aussi signé un contrat de près de 600 millions de dollars pour la livraison d'avions de combat<sup>27</sup>. De même, la Russie est le premier client du pétrole syrien.

En 2011, le volume des échanges commerciaux entre la Syrie et la Russie a augmenté de 58%, passant de 1,15 milliards à 1,97 milliards de dollars. Les exportations de la Russie vers la Syrie étaient de 1,97 tandis que le montant des importations de la Russie en provenance de la Syrie s'élevait à 48,9 millions de dollars<sup>28</sup>. Dans la même veine, sur le plan stratégique, la Russie dispose, avant la révolution, de sa seule base navale en Syrie située à Tartous, pour lui permettre de contrôler la vente des armes et ses échanges commerciaux avec le reste du monde via la route du Moyen-Orient qui s'ouvre vers la Méditerranée. La Russie entend profiter des atouts que peut lui offrir la Syrie dans sa politique moyen-orientale, les dirigeants russes considérant le régime de Damas comme un pivot incontournable en Méditerranée. Dans la base navale de Tartous, la Russie y stationne une garnison de 150 hommes. Le régime de Damas offre par ailleurs des facilités logistiques aux bâtiments de guerre russes dans le port de Lattaquié, ce qui permet à Moscou de disposer d'une plate-forme de soutien pour un éventuel déploiement naval dans la région<sup>29</sup>. Il est donc normal pour la Russie de voler au secours de son allié Bachar El Assad.

En outre, dans une stratégie plus globale, le régime de Moscou cherche, parmi d'autres objectifs, à réaffirmer son rôle d'acteur incontournable sur l'échiquier mondial et à être pris plus au sérieux dans les calculs et les desseins de la politique internationale. Le révisionnisme géopolitique entamé par Vladimir Poutine ne vise pas pour autant à reconquérir la moitié de la planète et à l'intégrer à un bloc politique transnational, fondé sur une idéologie spécifique, face à un autre, comme cela a été le cas entre 1945 et 1989<sup>30</sup>.

- **Les mésententes au Conseil de sécurité**

Dans le conflit syrien, le premier bras de fer entre la Russie et les USA se passe à l'ONU. Après la résolution 1973 adoptée en marge de la révolution Libyenne, les États-Unis s'appuient de nouveau sur le principe de droit d'ingérence humanitaire pour empêcher les nombreux massacres commis par le régime syrien à l'égard de son peuple. En octobre 2011, les américains initient une résolution pour permettre l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne<sup>31</sup>, pour empêcher l'aviation syrienne de se déployer. La Russie et la Chine s'y opposent. S'inspirant du cas de la Libye, la Russie perçoit le dépassement du mandat de l'ONU employé par la résolution 1973 comme une trahison des occidentaux, qui se sont caché derrière le droit international pour concrétiser leurs agendas sur la Libye.

Une deuxième fois, en février 2012, la Russie s'oppose encore au Conseil de sécurité au vote d'un régime de sanctions contre les personnalités et autres proches de Bachar El Assad de voir leurs avoirs matériels détenus à l'étranger ainsi que leurs comptes bancaires être gelés<sup>32</sup>. Les sanctions visent aussi un embargo économique selon lequel les États membres de l'ONU sont interdits de commercer avec la Syrie dans le but d'assécher ses ressources budgétaires afin de ne plus entretenir la guerre. Cependant, l'opposition russe à ces sanctions permet encore d'attiser le conflit jusqu'à ces jours car les avoirs financiers dont dispose le « clan de Bachar El Assad » contribue à financer les opérations militaires contre les rebelles. Depuis, le début du conflit, la Russie a opposé 6 véto aux projets de résolution proposés par les occidentaux, dont le dernier en date a été initié par l'Espagne, l'Égypte et la Nouvelle-Zélande pour l'instauration d'un cessez-le-feu pour des raisons humanitaires. Une trêve est perçue par Moscou comme un moyen de permettre aux rebelles syriens, en voie d'être vaincus, de se réorganiser afin d'entretenir la résistance.

---

<sup>27</sup> Manuel DELORT, « Syrie : pourquoi la Russie et la Chine soutiennent-elles un tyran ? », in [www.caminteresse.fr/economie-societe/syrie-pourquoi-la-russie-et-la-chine-soutiennent-elles-un-tyran-1122522/](http://www.caminteresse.fr/economie-societe/syrie-pourquoi-la-russie-et-la-chine-soutiennent-elles-un-tyran-1122522/) Consulté le 1<sup>er</sup> décembre 2016.

<sup>28</sup> Anonyme, « Hausse de 58% du volume des échanges commerciaux entre la Syrie et la Russie » in [www.djazairss.com/fr/liberte/172560](http://www.djazairss.com/fr/liberte/172560), consulté le 1<sup>er</sup> décembre 2016.

<sup>29</sup> BACHIR EL KHOURY, « la guerre en Syrie, conflit international d'un nouveau genre » in <http://www.lemonde.fr>, consulté le 1<sup>er</sup> décembre 2016.

<sup>30</sup> Ibid.

<sup>31</sup> FADHI IN NUR, « les acteurs du conflit syrien », in [http://www.huffingtonpost.fr/2015/10/10/syrie-acteurs-conflit-russie-etats-unis-turquie\\_n\\_8258018.html](http://www.huffingtonpost.fr/2015/10/10/syrie-acteurs-conflit-russie-etats-unis-turquie_n_8258018.html)

<sup>32</sup> FADHI IN NUR, « Les acteurs du conflit syrien », art.cit.

- ***La non-imposition du cessez-le-feu***

La présence de l'armée russe sur le théâtre des opérations change le cours de la guerre. Les forces syriennes reprennent du poil de la bête et gagnent du terrain devant les rebelles de l'Armée syrienne libre. Ces rebelles sont poussés dans leur dernier retranchement et gardent leur bastion de la région d'Alep où se concentrent désormais les hostilités. Les forces loyalistes syriennes aidées par les frappes aériennes russes pilonnent sans cesse la région d'Alep mais sans obtenir une victoire décisive jusqu'à ces jours. Ces affrontements provoquent des dégâts humains et matériels sans précédent. Les Nations-Unies estiment que depuis 2011 jusqu'à octobre 2016, environ 300 000 personnes ont été tuées<sup>33</sup>. Des millions de civils ont pris le chemin de l'exil vers les pays frontaliers et d'autres en destination de l'Europe et de l'Amérique dans des conditions de voyage parfois insupportables. La communauté internationale, avec la France en tête d'affiche, multiplie les appels au cessez-le feu pour permettre l'arrivée de l'aide humanitaire via les ONGs, afin de soulager les populations civiles prises en otage et en manque de nourriture et de médicament. En octobre 2016, un cessez-le-feu est obtenu mais ne durera que l'espace d'une semaine. Avant cela, Moscou avait bloqué un texte de résolution qui exigeait la cessation des bombardements (le 5<sup>ème</sup> projet de résolution bloqué par la Russie).

On doit souligner néanmoins que depuis décembre 2016 les choses ont évolué. La région d'Alep a été récupérée par les forces loyalistes. Cependant, Alep reste ruinée, rongée par les pénuries.

Huit ans après le début de la guerre en Syrie le président Bashar al-Assad estime avoir sauvé son pouvoir mais le régime, sous influence étrangère, fait face à un pays morcelé et ravagé humainement et économiquement par la guerre. Plus de 360 000 morts, des destructions estimées à 400 milliards de dollars, plus de 13 millions de déplacés et réfugiés. La situation économique calamiteuse a pris le dessus sur les craintes sécuritaires. Le chômage criant, coupure du courant, pénuries de gaz domestique, la grande majorité de syrien vivent à ce jour sous le seuil de la pauvreté.

Les combats ont nettement baissé d'intensité et le califat du groupe Etat Islamiques est sur le point de s'effondrer mais le conflit perdure. Il est devenu complexe en raison de la présence des puissants acteurs étrangers qui contrôlent vastes zones et risquent de ne pas quitter la Syrie de sitôt. Au 1<sup>er</sup> rang la Russie et l'Iran. Ce paysage actuel est celui du désespoir et de la division.

La Turquie maintient pour sa part des postes de contrôle et des patrouilles dans cette région ainsi qu'une présence dans plusieurs villes frontalières. Elle a peur de la progression des terroristes djihadistes sur son territoire et préfère les contrer (les anéantir) à plusieurs kilomètres loin de son territoire. De son côté, Washington s'est résolu à garder 200 militaires sur le territoire syrien après avoir d'abord annoncé le retrait de ses 2 000 soldats. Cette volte force est perçue comme une volonté des Etats-Unis de garder un pied et un pouvoir d'influence même à minima en Syrie.

Dans ce champ de bataille géopolitique, les intérêts des protagonistes divergent fortement. Ankara, hostile au projet d'autonomie Kurde, veut imposer une Pax ottomane dans le Nord et l'Est de la Syrie. La Russie veut, pour sa part, stabiliser Bachar el-Assad pour élargir son influence au Moyen-Orient au détriment de Washington notamment, tandis que l'Iran cherche à utiliser le territoire syrien dans son combat à distance contre Israël.

- ***La question des armes chimiques et non conventionnelles***

En 2013, le conflit syrien prend des proportions inquiétantes avec le nombre de morts et des blessés. Selon un rapport publié par les experts et les ONG internationales dont Human Right Watch, le pouvoir syrien a utilisé des armes chimiques pour la répression de l'opposition armée, ayant fait de nombreuses victimes. Les armes utilisées sont classées dans la catégorie des armes non conventionnelles auxquelles il est interdit de faire recours dans les conflits. Les USA et leurs alliés, en attendant les enquêtes confiées à l'Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques (OIAC), fixent à Bachar El Assad une ligne rouge à ne pas franchir. Il s'agit en clair d'un ultimatum lancé au dirigeant syrien que si les allégations de l'utilisation des armes chimiques sont confirmées, les occidentaux trouveraient un motif incontestable pour intervenir militairement.

---

<sup>33</sup> Anonyme, « Syrie : pourquoi la Russie met son veto sur un texte français exigeant la cessation des bombardements à Alep », in [http://www.challenges.fr/monde/syrie-pourquoi-la-Russie-met-son-veto-sur-un-texte-français-exigeant-la-cessation-des-bombardements-a-alep\\_431971](http://www.challenges.fr/monde/syrie-pourquoi-la-Russie-met-son-veto-sur-un-texte-français-exigeant-la-cessation-des-bombardements-a-alep_431971), consulté le 1<sup>er</sup> décembre 2016

Ces allégations ont été rejetées en bloc par Bachar El Assad mais les services de renseignements occidentaux ont confirmé que Bachar el-Assad avait mené en août 2013 une attaque au gaz qui avait fait 1429 victimes civiles. Bachar El Assad ayant ainsi franchi la ligne rouge établie par le président Obama qui a envisagé d'effectuer des frappes militaires contre le régime syrien. Mais les membres de l'administration américaine, comme ceux du G20, étaient en désaccord. Dans cette situation, la Russie s'est immiscée dans le conflit avec une proposition tempérée. Selon les russes, il faudrait que Bachar El Assad abandonne son arsenal d'armes chimiques. Ce dernier a accepté. Ce qui a permis à Barack Obama d'éviter une nouvelle opération militaire. Cette proposition est favorable aux américains parce qu'elle permet de diminuer l'arsenal de guerre de la Syrie et de mettre l'État israélien, l'allié indéfectible de l'Amérique, hors du dilemme de sécurité. Par la suite, les armes chimiques syriennes ont été détruites sous contrôle international. La guerre civile, en revanche, s'est poursuivie. Selon Christian Nünlist, les détracteurs d'Obama estiment que le non-respect de sa ligne rouge vis-à-vis d'Assad a marqué la chute de sa politique au Proche-Orient. Pour eux, cette attitude a considérablement entamé la crédibilité de l'Amérique. Elle aurait offert à la Russie et à l'Iran l'occasion de s'introduire militairement dans le vide laissé par la politique de retenue américaine<sup>34</sup>.

- **L'intervention militaire russe**

Pour protéger son allié, l'intervention militaire russe est effectuée officiellement en Syrie à partir de septembre 2015, au nom de la lutte contre la menace commune incarnée par l'État islamique. Pour Julien Nocetti, cette intervention sans mandat de l'ONU mais « à la demande de l'État syrien, constitue, en outre, une forme de pied de nez aux américains en matière d'interventionnisme ». Il précise le langage utilisé par Moscou pour justifier son opération militaire empruntée d'ailleurs à la terminologie utilisée par les américains pour décrire leur invasion de l'Irak<sup>35</sup>. En clair, la Russie a voulu briser le monopole des américains en matière d'interventions militaires au Moyen-Orient, en se passant de l'autorisation du conseil de sécurité comme les américains l'ont fait en 2003 lors de l'invasion d'Irak. Dans leur bras de fer contre les USA, la Russie s'est retrouvée dans une posture renforcée : en affirmant sa puissance car elle a prouvé sa capacité de faire, de laisser-faire et d'interdire de faire. Ce qui a sonné le glas d'une humiliation subie par les américains. Les USA ne sont pas intervenus suite à la volonté de soigner leur image comme il est prescrit dans la doctrine Obama au Moyen-Orient. Leur image est ternie aux yeux du monde arabe du fait des échecs de la guerre en Irak. L'intervention américaine renforcerait également la thèse du djihadisme de groupes terroristes comme l'État islamique dont la hantise envers les américains n'est plus à démontrer.

### **3.2 CONVERGENCE D'INTÉRÊTS RUSSO-AMÉRICAINS DANS LA LUTTE CONTRE L'ÉTAT ISLAMIQUE**

Après l'intervention militaire russe, le déroulement du conflit syrien a connu un autre tournant: l'avènement de l'État islamique. La présence de l'État islamique a déplacé le conflit syrien dans un autre terrain de confrontation prioritaire et reconfiguré la nature des rapports de force russo-américains. Il s'agit désormais de la lutte contre le terrorisme qui menace la sécurité de tous.

Né en 2006 en Irak, l'État islamique est une organisation djihadiste, dirigée par Abou Bakr Al-Baghdadi, qui s'était autoproclamé calife. Le groupe apparaît en Syrie le 9 avril 2013 sous le nom d'État islamique, en Irak et au Levant et prend le nom d'État islamique lorsqu'il proclame l'instauration du califat, mais ses adversaires lui donnent le surnom de « Daech ».

L'irruption de ce groupe dans le conflit a changé l'angle de perception du conflit. Les occidentaux craignent désormais la chute de Bachar El Assad sous peine de laisser s'installer les terroristes à la tête de la Syrie. La lutte contre l'État islamique amène pour la première fois tous les acteurs impliqués dans le conflit syrien à coopérer. Ce groupe devient le dénominateur commun et cristallisent les intérêts entre les russes et les américains. Après la proclamation du califat, en juin 2014 par Abou Bakr Al-Baghdadi, une vingtaine de pays se sont réunis, dès septembre 2014, pour former ce que l'on appelle la coalition internationale. Désormais près de soixante pays (majoritairement européens mais aussi quelques pays du Golfe, comme l'Arabie saoudite, la Jordanie ou le Maroc) partagent le même objectif: aider les forces armées irakiennes et les combattants kurdes, à venir à bout de l'État islamique. Toutefois, tous ne déploient pas les mêmes moyens. Certains pays, comme l'Islande, la Roumanie ou encore la Lituanie apportent simplement un soutien diplomatique. D'autres, à l'image de l'Espagne, la Suisse ou encore la Nouvelle-Zélande fournissent une aide humanitaire via l'ONU. D'autres envoient armes et instructeurs militaires

---

<sup>34</sup> Christian NÜNLIST, «La politique étrangère d'Obama: premier bilan » in *Politique de sécurité*, N°188, Mars 2016, p.1

<sup>35</sup> Julien NOCETTI cité par BACHIR EL KHOURY, « la guerre en Syrie, conflit international d'un nouveau genre » in <http://www.lemonde.fr>, consulté le 26 février 2016.

pour former les forces kurdes. C'est notamment le cas de l'Allemagne qui a envoyé quelque 1200 militaires sur place, des avions de reconnaissance et qui a déjà livré des milliers d'armes<sup>36</sup>. Enfin, un dernier groupe de pays agit militairement, pour suppléer les forces kurdes et irakiennes, en bombardant les positions tenues par l'État islamique. Parmi ceux-ci, les États-Unis, qui mènent la coalition, la France et le Royaume-Uni, cette coalition a depuis le début du mois de décembre 2014 cherché d'étendre ses frappes à la Syrie et non plus exclusivement sur l'Irak<sup>37</sup>.

La coalition a engagé de nombreuses forces aériennes contre l'État islamique. Les États-Unis ont envoyé plus de 100 avions dans différentes bases militaires du Moyen-Orient et le Royaume-Uni une dizaine. La France, quant à elle, avait déployé son porte-avion Charles de Gaulle dans le Golfe. Les objectifs sont relativement divers. Il faut avant tout distinguer les missions offensives de celles dites de reconnaissance, où des données sont récoltées et des lieux photographiés, permettant ensuite d'envisager des bombardements. Ensuite, les frappes visent généralement des postes de commandement, des centres de recrutement et d'entraînement, des dépôts d'armes et de munitions, des membres influents de l'organisation mais aussi des positions tactiques pour permettre aux différentes forces au sol d'avancer. Au 13 novembre 2015, les États-Unis comptabilisaient 4942 positions bombardées, 4517 bâtiments détruits ou endommagés, 676 zones d'entraînement ciblées et 129 tanks annihilés<sup>38</sup>. La coalition internationale frappe également l'État islamique sur ses ressources financières en visant notamment des camions-citernes, des puits de pétrole et des routes d'acheminement de pétrole. A son arrivée au conflit, l'État islamique disposait de plusieurs dizaines de champs de pétrole qui dégageait plus d'un million de dollars par jour. Ainsi, plus de 260 structures pétrolières ont été visées depuis le début des frappes. Au 22 décembre 2015, la coalition internationale a réalisé plus de 9000 frappes, dont plus des deux tiers en Irak. Près de 80% des bombardements sont menés par les États-Unis, contre 5% pour la France. D'après un bilan établi par le Pentagone, le coût total de l'opération lancée en septembre 2015 par les États-Unis coûte au quotidien 11 millions de dollars<sup>39</sup>. En fin septembre 2015, la Russie a entamé sa campagne de bombardements en Syrie. Dès les premiers jours, l'aviation a frappé des objectifs dans la région de Homs mais aussi à Hama et Lattaquié. Les Occidentaux ont très rapidement reproché à la Russie de bombarder avant tout l'opposition armée qui menace son allié, le président syrien Bachar El Assad, plutôt que l'État islamique<sup>40</sup>. Plus de trois mois après le début des frappes russes, plusieurs organismes, dont *l'institute for the study of war*, estime toujours qu'une grande partie des frappes russes se concentrent sur l'ouest de la Syrie où se trouvent les rebelles syriens.

Depuis son intervention dans le conflit syrien et le début de ses frappes contre l'État islamique, la Russie se rapproche de la coalition internationale qui lutte contre l'État islamique. John Kerry, secrétaire d'État américain et Vladimir Poutine se sont entretenus le 16 décembre 2015 sur la question syrienne avant l'adoption d'un accord par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies. La Russie a également convenu le 26 novembre 2015 d'intensifier les échanges d'informations et de renforcer sa coordination avec la France<sup>41</sup>. Ce revirement de situation sur le terrain permet de parler de convergence d'intérêts entre les USA et la Russie sur la question. Chez les américains, le ton a changé. Ils se rechignent de demander le départ de Bachar El Assad et la Russie se sent confortée dans sa position de défendre à tout prix son allié Bachar El Assad, même si elle n'hésite pas à faire la guerre aussi notamment contre les autres groupes soutenus par les américains. Autour de la lutte contre l'État islamique, se soigne l'image de Bachar El Assad. Ce dernier n'est plus perçu comme cet animal politique à abattre. Pour endiguer l'expansion d'un État terroriste au cœur du Moyen-Orient, Bachar El Assad est désormais considéré comme un partenaire fréquentable plutôt que ce paria inconsidéré. Même sa voisine directe la Turquie, voit sa position initiale changer et se rapproche de plus en plus de la Russie en considérant Bachar Al Assad comme une solution contre l'État islamique. Les occidentaux et les russes ont entamé également des négociations de paix (Genève I et Genève II) pour trouver une issue pacifique au conflit, quoiqu'elles n'ont pas encore produit des résultats attendus.

<sup>36</sup> BACHIR EL KHOURY, « la guerre en Syrie, conflit international d'un nouveau genre », in <http://www.lemonde.fr>, consulté le 26 février 2016

<sup>37</sup> Ibid.

<sup>38</sup> Anonyme, « Face à Daech, qui fait quoi, pour quels résultats ? » in <http://www.lefigaro.fr/international/2016/01/08/01003-20160108ARTFIG00011-face-a-daech-qui-fait-quoi-pour-quels-resultats.php>

<sup>39</sup> Anonyme, « Face à Daech, qui fait quoi, pour quels résultats ? » in <http://www.lefigaro.fr/international/2016/01/08/01003-20160108ARTFIG00011-face-a-daech-qui-fait-quoi-pour-quels-resultats.php>

<sup>40</sup> FADHI IN NUR, « les acteurs du conflit syrien » in [http://www.huffingtonpost.fr/2015/10/10/syrie-acteurs-conflit-russie-etats-unis-turquie\\_n\\_8258018.html](http://www.huffingtonpost.fr/2015/10/10/syrie-acteurs-conflit-russie-etats-unis-turquie_n_8258018.html)

<sup>41</sup> Anonyme, « Face à Daech, qui fait quoi, pour quels résultats ? » in <http://www.lefigaro.fr/international/2016/01/08/01003-20160108ARTFIG00011-face-a-daech-qui-fait-quoi-pour-quels-resultats.php>

#### 4 L'ÉLECTION DE DONALD TRUMP ET LA PERSPECTIVE DU RAPPORT DE FORCE RUSSO-AMÉRICAIN EN SYRIE

L'élection du milliardaire Donald Trump à la tête des États-Unis a produit une détonation avec l'effet *underdog*<sup>42</sup>. Comme l'a été son élection, le programme de politique étrangère de Donald Trump est resté imprévisible, mis à part quelques avis et déclarations sur ce thème. Porté par le populisme, son premier discours de campagne en politique étrangère a été axé sur le contrôle strict et/ou l'interdiction de l'entrée des musulmans sur le territoire américain. Par ailleurs, la présidence de Donald Trump vient bousculer l'équilibre géopolitique du monde par ses promesses de désengager l'Amérique des accords internationaux signés par la présidence de Barack Obama<sup>43</sup>. Sur le dossier de Moyen-Orient, nous ne pouvons qu'avancer des supputations sur ce à quoi ressemblera l'action internationale de Trump en Syrie, à la lumière de ses déclarations de campagne.

- **Le statu quo à la tête de la Syrie : entente avec la Russie sur le sort de Bachar Al Assad ?**

Les déclarations de Trump sont allées dans le sens de favoriser le maintien de Bachar Al Assad à la tête de la Syrie, à l'absence d'une alternative crédible. Lors du débat contradictoire contre Hillary Clinton, il a déclaré : « Je n'aime pas Assad. Mais Assad fait la guerre à l'État islamique<sup>44</sup>. Les groupes rebelles qui combattent Bachar Al Assad ont été infiltrés depuis longtemps par certains terroristes extrémistes. Ici encore, l'exemple de la Libye est pertinemment éloquent où l'éviction du guide libyen Mouammar Kadhafi a laissé terrain fertile aux extrémistes. Cette probable posture du nouveau locataire de la maison blanche est en parfait accord avec Vladimir Poutine pour lequel Bachar Al Assad demeure un chef d'État légitime.

- **Quid de l'État islamique ?**

Pendant sa campagne, en septembre 2016, Donald Trump avait déclaré qu'à sa prise de fonction, il donnerait 30 jours au Pentagone pour vaincre et détruire cette organisation terroriste, en voulant mener une guerre classique, mais aussi une guerre sur internet, une guerre financière et une guerre idéologique<sup>45</sup>. Cette stratégie sera la continuité de celle de Barack Obama car elle veut poursuivre la coopération au sein de la coalition internationale pour des frappes ciblées contre l'État islamique, lui couper ses sources de financement et perturber sa propagande et son recrutement au moyen d'une guerre informatique.

- **Coopération avec la Russie ?**

Vladimir Poutine est l'un des dirigeants les plus appréciés par le nouveau locataire de la Maison Blanche. Donald Trump et la plupart des républicains ont critiqué l'attentisme affiché par Barack Obama devant le pragmatisme incarné par Poutine dans sa politique au Moyen-Orient. Cette marque d'estime envers le dirigeant russe se traduirait sur le terrain syrien par une coopération entre la Russie et les États-Unis mutuellement avantageuse, notamment concernant la lutte contre l'État islamique. Lors du deuxième débat présidentiel, il a lâché cette phrase : « La Russie fait la guerre à l'État islamique »<sup>46</sup>. C'est sur la base de cette entente entre américains et russes que le conflit syrien trouvera assurément une issue positive, notamment par la poursuite des négociations de paix afin de sortir la Syrie de l'ornière guerrière.

<sup>42</sup> L'effet *underdog* signifie la victoire électorale d'un candidat que les sondages présentaient comme vaincu d'avance.

<sup>43</sup> Accord de Paris sur le climat (comme ce fut le cas de la remise en cause de l'accord de Kyoto par G. W. Bush. Cfr supra), accords de libre échange transpacifique et transatlantique, accord sur le nucléaire iranien (Donald Trump considère l'accord sur le nucléaire iranien comme l'accord le plus stupide de l'histoire).

<sup>44</sup> GHAZAL GOLSHIRI, « Au proche-Orient, Donald Trump attendu sur le dossier syrien », in [www.lemonde.fr/elections-americales/article/2016/11/09/au-prochain-orient-donald-trump-attendu-sur-le-dossier-syrien\\_5027979\\_829254.html](http://www.lemonde.fr/elections-americales/article/2016/11/09/au-prochain-orient-donald-trump-attendu-sur-le-dossier-syrien_5027979_829254.html), Consulté le 22 novembre 2016.

<sup>45</sup> Laurent LAGNEAU, « Quelles conséquences aura l'élection de Donald Trump sur les affaires militaires », in <http://www.opex360.com/2016/11/09/quelles-conséquences-aura-lelection-de-donald-trump-sur-les-affaires-militaires/>, Consulté le 26 novembre 2016

<sup>46</sup> GHAZAL GOLSHIRI, « Au proche-Orient, Donald Trump attendu sur le dossier syrien », in [http://www.lemonde.fr/elections-americales/article/2016/11/09/au-prochain-orient-donald-trump-attendu-sur-le-dossier-syrien\\_5027979\\_829254.html](http://www.lemonde.fr/elections-americales/article/2016/11/09/au-prochain-orient-donald-trump-attendu-sur-le-dossier-syrien_5027979_829254.html), Consulté le 22 novembre 2016.

## 5 CONCLUSION

Le conflit syrien n'est que l'une de manifestations de la relation de puissance entre les russes et les occidentaux. Cette guerre a provoqué une équation géopolitique globale, avec les jeux d'alliances entourant les influences russo-américaines, ces deux puissances voulant s'affirmer comme acteurs de premier rang en mobilisant leurs forces et leurs alliés. Cette volonté d'éviter toute dynamique frontale, même par procuration, rappelle de funeste mémoire la guerre froide. Cette ingérence extérieure a aussi comme conséquence de contribuer au pourrissement de la situation sur terrain avec l'avènement des terroristes et à rendre plus complexes les mécanismes de résolution du conflit. Déjà, ce conflit frise l'escalade régionale et risque, aux yeux de plusieurs observateurs, de durer encore longtemps ou même de se transformer en une guerre mondiale d'un nouveau genre.

Certes, la victoire militaire des forces de Bachar Al Assad sur les rebelles de l'Armée syrienne Libre, aidées par leur allié russe, ou l'appui militaire occidental aux groupes de l'opposition politique armée ne suffiraient à apporter une solution durable à la crise. Les russes et les américains doivent poursuivre des négociations de paix avec comme alternative l'imposition d'une transition politique devant déboucher sur une gestion consensuelle de la Syrie à l'issue des élections libres et démocratiques et permettre aux syriens de décider de leur avenir. L'organisation de la transition doit être inclusive et requérir de la participation de Bachar Al Assad et des membres influents de l'opposition politique sous les auspices d'un comité de suivi de l'ONU, de la Russie et des USA. La gestion de la transition impliquerait la définition des objectifs en rapport avec l'éradication de groupes terroristes comme l'État islamique à la suite des efforts conjugués par les acteurs concernés, la préparation de la tenue des élections, la poursuite de la réconciliation et de la reconstruction.

La crise syrienne, par rapport à la guerre froide, est dénuée de connotation idéologique mais conserve sa dimension géopolitique, géoéconomique et géostratégique. Ainsi, toute solution impliquerait la garantie des intérêts impérialistes de la Russie et des États-Unis.

En définitive, de la crise syrienne, un enseignement est à retenir. Il s'agit de l'affirmation de la Russie de Poutine en tant que puissance globale disposant de la capacité de faire, de laisser-faire et d'interdire de faire. C'est un retour fracassant de ce pays dans le leadership mondial et un rempart contre l'universalisme démocratique occidental. C'est probablement face à cette réalité et bien d'autres que Bertrand Badie a trouvé de l'inspiration en titrant son brillant opusculé de façon claire et tranchée en ces termes : « Nous ne sommes plus seuls au monde »<sup>47</sup>, ceci pour nous amener à comprendre que le monde d'aujourd'hui se structure autour de plusieurs pôles et centres de décision au sein desquels l'interdépendance est devenue le maître-mot.

## REFERENCES

- [1] Anonyme, « Hausse de 58% du volume des échanges commerciaux entre la Syrie et la Russie ». <http://www.djazairess.com/fr/liberte/172560>.
- [2] Anonyme, « Le président russe Dmitri Medvedev a exposé à Sotchi les "cinq principes" de sa politique étrangère, au lendemain de la reconnaissance par Moscou de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud ». <https://www.fr.sputniknews.com/russie/20080901116428823/>
- [3] Anonyme, « Syrie : pourquoi la Russie met son veto sur un texte français exigeant la cessation des bombardements à Alep ». [http://www.challenges.fr/monde/syrie-pourquoi-la-Russie-met-son-veto-sur-un-texte-français-exigeant-la-cessation-des-bombardements-a-alep\\_431971](http://www.challenges.fr/monde/syrie-pourquoi-la-Russie-met-son-veto-sur-un-texte-français-exigeant-la-cessation-des-bombardements-a-alep_431971).
- [4] Anonyme, « Face à Daech, qui fait quoi, pour quels résultats ? » <http://www.lefigaro.fr/international/2016/01/08/01003-20160108ARTFIG00011-face-a-daech-qui-fait-quoi-pour-quels-resultats.php>
- [5] Anonyme, « Face à Daech, qui fait quoi, pour quels résultats ? » <http://www.lefigaro.fr/international/2016/01/08/01003-20160108ARTFIG00011-face-a-daech-qui-fait-quoi-pour-quels-resultats.php>
- [6] Bachir El Houry, « la guerre en Syrie, conflit international d'un nouveau genre ». <http://www.lemonde.fr>

<sup>47</sup> Lire Bertrand Badie, *Nous ne sommes plus seuls au monde*, Paris, La découverte, 2015.

- [7] Badie Bertrand, *Nous ne sommes plus seuls au monde*, Paris, La découverte, 2015.
- [8] Bastien Alex, Billion Didier, Coldefy Alain et Labévière Richard, *Ambitions stratégiques américaines, britanniques et russes en Méditerranée*, Rapport final EPS 2012-52, IRIS, Paris, 2013
- [9] Bichara Khader, « Grand Moyen-Orient : entre télé-évangélisme et destinée manifeste », in *Géostratégiques*, n° 9 - Octobre 2005
- [10] Crews R-D., *Pour le Prophète et le Tsar: l'Islam et l'Empire dans la Russie et l'Asie centrale*, Cambridge, Harvard University Press, 2006.
- [11] De Hoop Scheffer Alex, « l'Amérique de Barack Obama à l'aune de la multipolarité », in <http://www.ceri-sciences-po.org>
- [12] Delort Manuel, « Syrie : pourquoi la Russie et la Chine soutiennent-elles un tyran ? <http://www.caminteresse.fr/economie-societe/syrie-pourquoi-la-russie-et-la-chine-soutiennent-elles-un-tyran-1122522/>
- [13] Dorman Veronika, « Syrie, un conflit plein d'intérêt pour Poutine ». [http://www.liberation.fr/planete/2015/09/23/syrie-un-conflit-plein-d-interet-pour-poutine\\_1389144](http://www.liberation.fr/planete/2015/09/23/syrie-un-conflit-plein-d-interet-pour-poutine_1389144)
- [14] Dumont Gérard-François, *Le Moyen-Orient, espace géographique et géopolitique*. <http://www.researchgate.net/profile/Gerard-Francois-DUMONT/publication/258343190>
- [15] Fadhi in Nur, « les acteurs du conflit syrien ». [http://www.huffingtonpost.fr/2015/10/10/syrie-acteurs-conflit-russie-etats-unis-turquie\\_n\\_8258018.html](http://www.huffingtonpost.fr/2015/10/10/syrie-acteurs-conflit-russie-etats-unis-turquie_n_8258018.html)
- [16] Fukuyama Francis, *La Fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, Coll. Histoire, 1992
- [17] Ghazal Golshiri, « Au proche-Orient, Donald Trump attendu sur le dossier syrien ». [http://www.lemonde.fr/elections-americaines/article/2016/11/09/au-prochain-orient-donald-trump-attendu-sur-le-dossier-syrien\\_5027979\\_829254.html](http://www.lemonde.fr/elections-americaines/article/2016/11/09/au-prochain-orient-donald-trump-attendu-sur-le-dossier-syrien_5027979_829254.html).
- [18] [http://www.francetvinfo.fr/monde/revolte-en-syrie/quatre-questions-pour-comprendre-a-quoi-joue-la-russie-en-syrie\\_1319049.html](http://www.francetvinfo.fr/monde/revolte-en-syrie/quatre-questions-pour-comprendre-a-quoi-joue-la-russie-en-syrie_1319049.html)
- [19] Huntington Samuel P, *Le choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob, 1997
- [20] Lagneau Laurent, « Quelles conséquences aura l'élection de Donald Trump sur les affaires militaires ». <http://www.opex360.com/2016/11/09/quelles-conséquences-aura-lelection-de-donald-trump-sur-les-affaires-militaires/>
- [21] Linux Libertine, « puissances et conflits depuis 1945 ». <http://www.falba.fr>.
- [22] Ngoie Tshibambe Germain, *La République Démocratique du Congo dans les relations interafricaines. Trajectoire d'une quête impossible de puissance*, Lubumbashi, Ed. LABOSSA, 2005
- [23] Nünlist Christian, « La politique étrangère d'Obama: premier bilan », in *Politique de sécurité*, n°188, Mars 2016
- [24] Smouts Marie-Claude., et alii., *Dictionnaire des Relations Internationales*, Paris, 2<sup>em</sup> éd., Dalloz, 2006,
- [25] Tsygankov Andreï P., « la Russie au Moyen-Orient: entre islamisme et occidentalisme », in *Politique étrangère*, n° 2, 2013